



On ne peut plus ne pas faire autrement

Le philosophe slovène Slavoj Žižek écrit : « *Au lieu de céder à une telle expression d'impuissance, nous devrions maîtriser notre colère pour la transformer en une ferme résolution de penser, de réfléchir d'une manière réellement radicale, de se demander quelle est cette société que nous sommes en train de quitter...* »

Colère, en effet, devant cette débauche de centaines de milliards de dollars ou d'euros pour tenter de sauver un système financier que sa seule logique pure a plongé dans la crise. Cette logique est un aspect du système économique global, le capitalisme d'aujourd'hui, qui montre ainsi sa nudité obscène que ses idéologues tentaient et tentent toujours de camoufler sous l'apparence de la nécessité de construire le libéralisme sur des bases institutionnelles solides.

Là où il était impossible de trouver quelques dizaines de milliards pour réduire la faim dans le monde, on trouve des centaines de milliards pour...pour quoi, au fait ?

Là où il était impossible de soutenir des industries locales ou nationales en péril, on trouve des centaines de milliards de dollars ou d'euros pour soutenir des banques, qui sont en train d'abandonner des secteurs entiers de l'économie « réelle ».

Là où il était impossible d'augmenter de quelques dizaines d'euros les salaires pour permettre aux salariés de vivre moins mal et d'acheter les marchandises dont ils ont besoin, on trouve des centaines de milliards d'euros et de dollars pour acheter des « créances pourries » et éviter la faillite à quelques centaines de spéculateurs. Etc...

Cette logique en action (s) est fondamentalement mauvaise. Elle le prouve. Il faut en changer.

L'argumentation de fond de ses idéologues était qu'on ne pouvait pas faire autrement : ils font eux-mêmes autrement de ce qu'ils disent. Mais c'est en obérant lourdement les ressources productives et fiscales des années à venir. Il pleut toujours où c'est mouillé.

Il faut se saisir de cette faillite financière, logique et idéologique et exiger un autre monde.

Notre champ de bataille est celui des salaires.

Notre champ de bataille est celui des services publics.

Notre champ de bataille est celui des libertés.

Notre champ de bataille est celui de la paix.

Notre problème est de convaincre et de permettre aux centaines de milliers de salariés qui en ont envie, de se lancer dans une action au bout de laquelle ils pensent obtenir une victoire.

Tout milite pour agir, mais la certitude de la défaite plombe les initiatives. Cette certitude était soigneusement cultivée par le pouvoir, ses idéologues et par les supplétifs involontaires qui passent

leur temps et gaspillent leur encre à dénigrer les organisations syndicales des salariés, vilipender leurs responsables, décourager toute organisation collective suffisamment unitaire pour espérer réussir. Comme on ne pouvait pas faire mieux, pensait-on, que le triste existant, comme toute alternative politique est soigneusement minée, comme on ne voit plus rien quand on fait grève, comme l'autre a gagné la guerre idéologique, on attend que ça se passe, le dos rond, la rage au cœur, en espérant toutefois que le syndicat n'abdique pas et reste le recours.

Mais là, on est bien obligés de constater que tout ça éclate. Et il faut entrer dans la brèche avant qu'ils ne se ressaisissent et ne trouvent une nouvelle parade pour encore diviser, pour encore retarder la réaction de colère, pour casser encore davantage notre société à leur profit.

Il s'agit d'une guerre que les riches nous ont déclarée. Si nous n'acceptons pas le combat, nous l'avons perdu.

Le 19 octobre, étape importante de l'expression de la volonté de gagner

Dans cette lutte, il faut consolider notre camp dans le rapport de forces qui nous oppose au pouvoir. On voit, dans les diverses luttes qui traversent les fonctions publiques, des dynamiques se mettre lentement en marche. Contre l'application de la RGPP, la destruction des missions, la destruction des postes, la précarisation, le refus se construit et la riposte s'élabore.

Dans le plus important service public, celui de l'éducation nationale, les enjeux vont au-delà des intérêts des personnels : il s'agit de l'avenir du pays, de ses enfants, de la possibilité pour toute notre société de disposer de suffisamment de personnes suffisamment formées pour assumer toutes ses missions, publiques et privées. Il s'agit de permettre à chacun des enfants présents dans ce pays de réussir à étudier et à construire sa liberté

C'est pourquoi sauver l'Ecole, imposer un autre choix pour l'Ecole et la Recherche ont réuni un ensemble très large d'organisations, syndicales et non syndicales, d'usagers de ce service public, de citoyens attachés à la préservation et l'amélioration de l'Ecole, le 19 octobre à Paris.

Cette action doit en particulier servir de levier pour une organisation comme le SNES qui a quitté la table des négociations car le ministre ne la considérait que comme une table de greffier juste bon à enregistrer ses décisions.

Ce geste ne prend toute sa signification que si, partout, on s'efforce de faire du 19 octobre une réussite, une manifestation claire des exigences des salariés, malgré les difficultés, malgré l'horaire imposé par la direction de la SNCF, malgré la fatigue et la lassitude. L'enjeu est très grand.

Nous vous invitons donc à participer largement et rapidement à la souscription ouverte pour couvrir les frais importants de ce déplacement, et à participer directement à la manifestation en vous inscrivant très rapidement, dès ce lundi, auprès de votre syndicat.

U&A FSU 64, le 12 octobre 2008



**MANIFESTATION NATIONALE
LE 19 OCTOBRE À PARIS, AVEC LA FSU 64.**